



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Réindustrialisation de la France  
Stratégie spatiale française**

**Discours de Bruno Le Maire,  
ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance**

**Vernon**

Lundi 6 décembre 2021

**Contact presse :**

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Monsieur le ministre, cher Sébastien Lecornu,

Monsieur le maire de Vernon, cher François,

Mesdames les députées, chère Claire, chère Séverine,

Mesdames et Messieurs les élus,

Cher Frédéric Duché, maire des Andelys,

Monsieur le directeur du site de Vernon,

Cher Jean-François Delange, merci de nous accueillir ici avec nos équipes,

Mesdames et Messieurs les représentants du monde de l'espace.

Je ne vais pas être plus long dans les présentations.

Je veux simplement vous dire le réel bonheur qui est le mien d'être avec vous ce matin. C'est un vrai bonheur à plusieurs titres.

D'abord parce que je suis avec mon ami Sébastien Lecornu sur nos terres normandes, pour être plus précis, sur nos terres de l'Eure, et que la politique, c'est un attachement à des hommes et des femmes, et c'est un attachement à un territoire. C'est un attachement très profond, un attachement que Sébastien et moi, nous avons au territoire de l'Eure ; à Vernon pour Sébastien, à Evreux et à la première circonscription, chère Séverine, pour moi. C'est un attachement qui remonte à des années. C'est des rencontres humaines, c'est des engagements qui ont été pris, et y revenir est toujours un vrai bonheur.

La deuxième raison, c'est que j'aime bien faire mon travail et accomplir les missions qui m'ont été confiées. Il y a, un peu plus de douze mois, il y a eu un remaniement ministériel, et pour la première fois dans l'histoire de la V<sup>ème</sup> République, on a confié au ministère de l'Économie et des Finances, la responsabilité de l'espace. C'est passé, d'ailleurs, assez inaperçu. Mais c'est un changement qui a été voulu par le président de la République et c'est un changement qui, je crois, était salutaire.

L'espace était auparavant au ministère de la Recherche, et au ministère des Universités. Cependant l'espace, c'est d'abord une aventure industrielle, c'est d'abord une aventure technologique.

En faisant ce choix stratégique, le président de la République a rompu avec des décennies dans lesquelles nous avons considéré que l'espace était uniquement de la recherche pas forcément appliquée, que cela appartenait uniquement au monde de la science et que cela n'appartenait pas au monde de l'industrie, que cela n'appartenait pas au monde de la compétitivité et du financement.

Je crois que cette erreur-là, nous l'avons payée très cher au cours des dernières années, parce que certains de nos partenaires européens se sont éloignés. Ils ont dit « Ecoutez les Français. Ils considèrent que de toute façon, l'espace sera toujours l'Etat et la puissance publique sera toujours là pour payer, donc ce n'est pas grave ». Il n'y a pas besoin d'être compétitif. Il n'y a pas besoin de se comparer aux autres. Cela nous a amenés à faire des choix qui ont été des erreurs.

J'ai relu les notes avec beaucoup d'attention, qui ont été écrites par des gens sans doute très intelligents, beaucoup plus intelligents que vous et que moi, qui expliquaient au début des années 2010 que nos lanceurs réutilisables n'avaient aucun avenir. Que l'aventure américaine échouerait, et qu'il n'y avait donc rien à craindre de ce côté-là.



# MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Je pense qu'il était temps de remettre de la compétitivité économique, un peu de rivalité dans ce monde de l'espace pour que chacun ne considère pas sa position comme acquise, et que tout le monde se dise qu'il allait falloir donner le meilleur possible pour obtenir des résultats. Sécuriser mais aussi, inventer l'avenir, et dans le fond, ne pas se reposer sur nos lauriers, aussi glorieux soient-ils.

C'est ce geste-là qui a été fait par le président de la République. Il est passé inaperçu, mais je le souligne parce qu'après un an de travail avec les acteurs de l'espace, avec les industriels, et je remercie la présence de tous les industriels de l'espace ce matin, je viens aujourd'hui vous annoncer que nous avons obtenu les résultats que nous souhaitons ; et que nous allons pouvoir sécuriser le site de Vernon, mieux que le sécuriser, le développer.

Nous allons enfin ouvrir et écrire une nouvelle page de l'histoire spatiale française. Une nouvelle page qui va s'écrire sur la base de nouvelles technologies. Une nouvelle page qui va s'écrire sur la base de nouvelles méthodes, avec plus de concurrence entre les acteurs, plus de compétitions, plus d'émulations intellectuelles. Une nouvelle page qui va s'écrire, pas uniquement avec des gros acteurs, aussi prestigieux soient-ils, le centre national d'études spatiales (CNES), ArianeGroup, Arianespace, mais qui va s'écrire aussi avec des startups, avec des PME, avec des TPE, avec des jeunes qui rivalisent d'audace, d'ingéniosité et qui vont nous forcer, tous ensemble, à donner le meilleur de nous-mêmes.

Une nouvelle page qui va s'écrire non pas dans une rivalité absurde entre nations européennes, mais dans la coopération étroite et renforcée entre l'Allemagne, la France et l'Italie. Je suis donc heureux parce que c'est un jour important, et que c'est un beau jour pour l'aventure spatiale française.

Vous êtes ici à Vernon, un site d'excellence. Je le dis à tous ceux qui m'écoutent ouvriers, techniciens, ingénieurs, vous faites un travail exceptionnel et ma responsabilité politique ce matin, c'est de vous garantir que vous allez pouvoir poursuivre ce travail dans les meilleures conditions.

Je compte sur vous, et tous les Français comptent sur vous pour qu'Ariane 6 soit un immense succès. Pour qu'en 2022, nous puissions être fiers de ce premier lancement d'Ariane 6 et que nous puissions aussi couper le sifflet à tous ceux qui ont estimé un peu rapidement qu'Ariane 6 était dépassé, qu'Ariane 6 n'était pas la bonne solution : Ariane 6 est la bonne solution. Ariane 6 a tout le soutien du Gouvernement et de l'Etat français. Ariane 6, grâce à vous, grâce à votre travail et grâce à votre engagement, va fonctionner et va faire la fierté des Français en 2022.

Je souhaite qu'il n'y ait absolument aucune ambiguïté là-dessus parce que nous construisons l'avenir en étant capable de changer de méthode et de se remettre en question. C'est ce que nous avons fait avec le président de la République. Mais on ne construit jamais l'avenir en bafouant le passé ou le présent. Or, le passé et le présent immédiat, c'est Ariane et c'est Ariane 6. Les deux sont complémentaires : avancer comme je vais y revenir sur l'aventure du réutilisable et sur les nouvelles applications de l'espace et réussir Ariane 6. Les deux ne s'opposent pas. Les deux sont complémentaires. C'est le choix stratégique que nous avons fait avec le président de la République.

Au total, qu'est-ce que cela donnera sur le site de Vernon ?

J'ai entendu beaucoup de bêtises sur le site de Vernon, beaucoup d'approximations. Je le dis très sincèrement dans ce code électoral, la politique ne permet pas tout et certainement pas de jouer avec les peurs des Français. Certainement pas de jouer avec les peurs des salariés de Vernon, en expliquant que nous aurions abandonné le site industriel de Vernon.



# MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Le site industriel de Vernon ne sera pas abandonné parce qu'il a des compléments stratégiques pour le pays, parce que c'est l'avenir de l'aventure spatiale qui en dépend. Puis, accessoirement, parce que vous avez deux membres du Gouvernement qui sont assez proches de Vernon et des habitants de Vernon qui seraient de nous rappeler à notre devoir en la matière.

Le site de Vernon, après les choix stratégiques que je vais vous annoncer ce matin, aura davantage d'emplois en 2025 qu'il en a aujourd'hui. Vous avez 830 emplois aujourd'hui sur le site de Vernon, vous en aurez près de 1 000, 950 exactement en 2025. Mais nous pouvons toujours envisager d'autres développements. C'est le premier engagement que je prends.

En deuxième lieu, vous resterez un site d'excellence spatial parce que vous développerez Ariane 6, mais que nous allons aussi développer de nouvelles activités qui vont vous permettre d'élargir votre base de recherche et de travail et de conforter les emplois sur le temps.

À cet égard, je voudrais saluer le sens immense des responsabilités de vos organisations syndicales. Je les ai reçues et je veux leur tirer un sacré coup de chapeau parce qu'elles, contrairement à un certain nombre de responsables politiques, qui n'ont de responsables politiques que le nom, ont fait preuve de sens de responsabilité, n'ont pas jeté de l'huile sur le feu, ont écouté nos arguments, ont compris qu'effectivement négocier cela prenait du temps.

Je préfère arriver devant vous à la fin des négociations, parce que j'y ai passé des jours et des nuits et fait beaucoup de déplacements pour y arriver plutôt, plutôt qu'avant les négociations quand nous sommes encore dans l'incertitude. Vous avez besoin de certitudes. Je préfère venir vous voir, une fois que les certitudes sont là et que les négociations sont terminées plutôt que de le faire de manière prématurée. Je salue le sens des responsabilités de vos organisations syndicales ici sur le site de Vernon.

Pourquoi cela a pris du temps ? Parce qu'il fallait négocier. Il a fallu négocier avec l'Allemagne. Il a fallu négocier avec l'Italie. Je rentre un tout petit peu dans le détail de ces négociations parce qu'elles nous ont pris du temps et surtout, je sais qu'elles ont suscité beaucoup d'inquiétude ici sur le site.

C'est vrai, nous avons transféré le moteur Vinci et nous avons pris cette décision. Mais il faut savoir dans la vie politique prendre des décisions courageuses. Transférer le moteur de Vinci a suscité beaucoup d'inquiétudes, parfois même un peu de colère, et je comprends parfaitement. Mais c'était la condition *sine qua none* de la réinvention du site de Vernon. Nous avons tenu la parole et l'engagement que nous avons donné à notre partenaire allemand lors des Accords de Séville.

Contrairement à ce que certains ont dit trop vite, cela ne signifie en aucun cas l'abandon du site de Vernon. Cela signifie la réinvention du site. Nous transférons le moteur Vinci, mais Vulcain reste, Prométhée arrive. Il est derrière moi. Un an de négociations pour arriver à cet accord. Mais je ne serai jamais venu devant vous uniquement pour vous dire : Vinci s'en va, Vulcain reste, Prométhée arrive. De nouvelles activités liées au nouveau spatial vont se développer ici, sur le site de Vernon, voilà ce à quoi nous sommes arrivés.

Nous investissons dans votre avenir. Nous allons moderniser le banc d'essai PF 50 pour accueillir les essais de production. J'ai visité tout à l'heure ce banc d'essai. C'est un banc d'essai hydrogène. Nous allons désormais méthaniser ce banc d'essai PF 50 pour qu'il puisse accueillir les essais Prométhée. Ce qui veut dire très concrètement que les essais qui auraient dû être faits en Allemagne seront faits en France, sur ce site modernisé.



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Produire Prometheus représentera 150 emplois de 2023 à 2025, soit 50 emplois de plus qu'aujourd'hui. Je suis satisfait, je pense que Sébastien également, de voir un moteur que nous avons vu avec le président de la République, à peine commencé, maintenant totalement achevé juste derrière nous.

Nous avons également tenu dans cette négociation avec notre partenaire allemand, la réaffirmation d'un point essentiel, la préférence européenne pour les lancements de satellites européens. C'est vital pour nous, parce que si nos partenaires européens s'amuse à lancer leurs satellites, non pas sur Ariane 6, mais pour parler clairement sur SpaceX ou sur Falcon 9, là, ce sera compliqué pour Ariane 6 d'être rentable.

Dans l'accord que nous avons conclu avec l'Allemagne, après des centaines d'heures de discussions et de négociations à Berlin ou à Paris avec des interlocuteurs plutôt difficiles dans la négociation, nous avons obtenu cette préférence européenne. Le président de la République a obtenu de la chancelière Angela Merkel la préférence européenne pour les lancements de satellites européens.

L'Allemagne lancera ses satellites OPS-SAT sur Ariane 6 et non pas sur SpaceX. Ce point est absolument capital parce qu'au-delà du spatial, il dessine aussi ce que nous voulons avec le président de la République pour l'industrie européenne. Je revendique la préférence européenne. Je veux la préférence européenne, en particulier, dans les secteurs industriels.

Avec le président de la République, Emmanuel Macron, nous ne lâcherons rien sur la nécessité pour les grandes nations européennes, quand nous avons investi tant d'argent public, sur les technologies sensibles et coûteuses, qu'elles soient réservées en priorité aux nations européennes. Quand nous bâtissons des satellites en Europe et que nous avons des lanceurs en Europe, nous nous arrangeons pour que ces satellites européens soient lancés sur des lanceurs européens.

Les Américains pratiquent la préférence américaine, les Chinois pratiquent la préférence chinoise. Nous devons et nous voulons que les Européens pratiquent et appliquent la préférence européenne. C'est une conviction profonde chez moi, je suis heureux de l'avoir obtenu sur l'espace. Maintenant, il faudra l'étendre à d'autres secteurs européens.

Nous avons donc garanti l'avenir d'Ariane 6 avec cette préférence européenne. Nous l'avons fait également en obtenant notre partenaire allemand qu'il poursuive le financement du lanceur Ariane 6.

Je peux dire des choses comme toujours, avec beaucoup de transparence. Notre partenaire allemand, parce qu'ils estimaient que nous étions dans une logique trop institutionnelle et pas assez compétitive, envisageait de développer leurs propres lanceurs, rival d'Ariane 6. Ils avaient pour cela deux compagnies tout à fait excellentes et remarquables, ISA et OHB, et ils étaient en train de se dire « Mais dans le fond, cette aventure spatiale européenne est une aventure spatiale institutionnelle française. Cela ne nous intéresse plus. Nous allons donc développer nos propres activités. » Il a fallu leur montrer que nous étions prêts à changer de logique, c'est ce dont je vous ai parlé. Nous avons fait le choix avec le président de la République en ouvrant à la compétition à des acteurs privés. Il a fallu leur montrer également qu'Ariane 6, effectivement, avait un avenir et ce que vous bâtissez ici était solide, convaincant et compétitif.

L'Allemagne continuera donc de soutenir financièrement Ariane 6 conjointement avec la France et l'Italie à hauteur de 140 millions d'euros par an. C'est la garantie qu'Ariane 6 ira à son terme et sera un des grands projets spatiaux européen. Voilà ce qui a été obtenu du côté de l'Allemagne. Je le redis, douze mois de négociation intense, la possibilité de faire les essais, métallisation ici, à Vermont, la préférence européenne pour les lancements de satellites, y compris les satellites allemands et le financement garanti de l'Allemagne sur le programme Ariane 6.



# MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Voilà les trois contreparties que nous avons obtenues en espèces sonnantes et trébuchantes de la part de notre partenaire allemand en échange du départ du Tour de Russie.

Vous voyez que c'est un tout petit peu plus complexe et surtout bien meilleur que ce qui vous a été présenté par nos adversaires politiques il y a quelques semaines. Les Etats européens vont s'engager sur quatre lancements institutionnels par an pour Ariane 6. Il reste à trouver trois lancements prévus pour parvenir à un modèle qui est bâti sur un équilibre de sept lancements par an.

Je vous dis en ma conviction profonde, là aussi, nous n'aurons aucun mal à trouver trois lancements privés qui garantiront le modèle économique Ariane 6. Je suis même convaincu, et je le dis devant Stéphane Israël, que nous pourrons faire mieux que ces sept lancements annuels. Nous nous battons pour cela. Je ne vais pas donner plus de précisions sur ce sujet.

Là encore, je n'ai pas l'habitude de vendre la peau de l'ours avant qu'elle soit sous un feu de cheminée. Je préfère venir lorsque les choses sont garanties plutôt que de vous faire de fausses promesses. Mais j'ai la conviction que nous sommes dans la bonne direction pour avoir plus de sept lancements annuels, quatre institutionnels et trois commerciaux qui garantiront l'équilibre économique de Ariane 6. Là encore, nous étions à Berlin, il a fallu aller à Rome. Les deux villes sont agréables, donc c'est très bien.

Les négociations avec l'Italie ont été toutes aussi difficiles et intenses qu'avec l'Allemagne. Pourquoi ? Tout simplement parce que l'Italie, comme l'Allemagne, comme la France, a une ambition légitime en matière spatiale et qu'il a fallu convaincre nos partenaires italiens que ce n'était pas une bonne idée de développer un moteur concurrent de Prometheus. Que ce moteur qui est derrière moi était déjà bien avancé, que cela représentait des coûts d'investissement, de recherche, de développement, de tests absolument considérables et que nous n'avions pas les moyens, nous, Etats européens de nous diviser sur l'aventure spatiale.

Je le crois pour l'espace, je le crois pour tous les autres secteurs de haute technologie, nous n'avons pas les moyens de nous diviser. À chaque fois que nous nous divisons, nous faisons le jeu de la Chine et des Etats-Unis, mais nous nous affaiblissons collectivement. A la suite de l'accord que nous avons conclu avec l'Italie en marge de la signature de l'accord du Quirinal et du traité du Quirinal qui a été conclu la semaine dernière par le président de la République et président du Conseil italien, Mario Draghi, nous avons conclu un accord pour coopérer avec l'Italie sur la propulsion liquide.

Nous pouvons avoir une approche complémentaire au moteur Prometheus. Nous ne pouvons pas avoir d'approches rivales sur le moteur Prometheus. Cette coopération permet de garantir aussi, pour parler très simple, que le gros moteur Prometheus soit fabriqué, développé, testé ici à Vernon. Nous avons également obtenu une coopération pour des moteurs de plus petite puissance lorsque nous aurons le dernier étage de la fusée qui sera lui aussi réutilisable. A l'avenir, cela peut être parfaitement complémentaire et utile. En échange de cette coopération, la fabrication des turbopompes, des moteurs Vinci et des moteurs Vulcain sera rapatriée à zéro. J'en avais pris l'engagement. L'engagement est tenu après, là encore, je le redis des négociations intenses en Italie jusque tard dans la nuit.

Ces deux accords, accord franco-allemand, accord franco-italien, vont pouvoir réinventer l'Europe spatiale et redonner un nouvel élan à l'Europe spatiale. Nous étions partis depuis plusieurs années, soyons clairs sur le chemin de la division et de la rivalité entre nations européennes où, chacun, dans son coin, commençait, soit à vouloir torpiller Ariane 6, soit à vouloir ouvrir une concurrence entre les Etats européens pour que chacun ait son propre lanceur. C'était suicidaire.



# MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Nous avons mis un coup d'arrêt à ce dans quoi l'Europe était en train de s'engager : la division, la rivalité et dans le fond, l'affaiblissement de tous les acteurs spatiaux européens pour rassembler nos forces, faire une division du travail et des compétences qui sera plus efficace et nous met en ordre de marche pour pouvoir rivaliser avec nos partenaires américains, nos futurs partenaires chinois ou nos autres partenaires.

L'Union, c'est le choix que nous faisons pour la politique spatiale avec le président de la République et c'est la garantie que l'aventure spatiale européenne continuera. C'est aussi, évidemment, pas mal d'argent qui doit être investi sur le site. Je décide que dans les 40 millions d'euros qui seront engagés pour la mécanisation du banc d'essai PF 50, 15 millions d'euros seront pour réaliser des essais de production de Prometheus.

Nous mettons beaucoup d'argent public et je l'assume, je le revendique parce que quand je vois ce que font là aussi nos partenaires américains ou nos partenaires chinois, eux n'ont absolument aucune pudeur de gazelle à engager un soutien massif de la puissance publique pour développer leurs lanceurs, développer leurs moteurs et moderniser leur aventure spatiale.

Enfin, ne soyons pas naïfs, le SpaceX, ce n'est pas une grande aventure industrielle, privée. SpaceX est financée, soutenue par la NASA. Et la NASA, met à la disposition de SpaceX des bancs d'essai, des territoires, des technologies et qui n'ont pas à être financés par le SpaceX.

Pourquoi nous ne ferions pas la même chose ? Pourquoi nous n'assumerions pas que la puissance publique à vocation, notamment dans le secteur industriel, à soutenir des projets qui ne seront pas compétitifs tout de suite, mais qui nous permettent de rester dans la course technologique et dans la course industrielle tout court.

Enfin, cette aventure spatiale à Vernon ne va pas s'arrêter là. Elle va se développer avec deux autres vecteurs de développement qui me paraissent particulièrement prometteur.

Premier chemin, ArianeGroup va lancer son propre projet de mini lanceur et réutilisable : Maïa. C'est la première fois où l'Europe à travers la France aura accès à un lanceur réutilisable. Pour faire simple, nous aurons notre SpaceX, nous aurons notre Falcon 9. Nous allons rattraper un choix stratégique mauvais d'il y a dix ans pour enfin que la France et l'Europe aient un lanceur réutilisable. Je suis convaincu que cette approche est complémentaire de la valorisation d'Ariane 6 et du succès d'Ariane 6.

Notre objectif est clair, le premier tir d'un lanceur réutilisable va avoir lieu en quatre ans en 2026. C'est l'objectif que nous fixons aux ouvriers, aux techniciens, aux ingénieurs de Vernon. Le lanceur réutilisable en plus du succès d'Ariane 6, doit pouvoir être opérationnel en 2026. Je sais que le calendrier est court, mais si on ne se met pas un peu l'épée dans les reins, en général, on n'arrive à rien.

Nous le savons, la première grande autre aventure que nous ouvrons ce matin à Vernon, c'est le développement d'un projet de mini-lanceur réutilisable par Ariane. L'industrialisation de ce lanceur réutilisable se fera ici, à Vernon. Ce sont 100 emplois supplémentaires au minimum pour le site si nous parvenons à tenir les calendriers que j'ai indiqués. Pour Vernon, c'est une aventure exceptionnelle que de se dire qu'en plus de la réalisation des moteurs, en plus, des bancs d'essais, vous allez avoir la responsabilité de développer, pour la première fois dans l'histoire spatiale européenne, un lanceur réutilisable.



# MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Deuxième chemin que nous allons ouvrir ce matin, c'est la diversification dans l'hydrogène, et pas simplement pour le spatial, aussi pour l'aéronautique. Il y a une attente considérable de nos compatriotes pour avoir demain une industrie décarbonée pour nous permettre d'avoir des transports décarbonés. C'est ici que cela va se jouer à Vernon. C'est ici que nous allons développer la diversification dans l'hydrogène pour non seulement l'espace, mais aussi l'aéronautique. Je crois que les chevalets sont prêts, que tout est prêt pour la signature dans quelques instants.

L'accord a été annoncé aujourd'hui entre ArianeGroup, Safran et Airbus pour développer les activités de propulsion hydrogène pour l'aéronautique à Vernon. Je rappelle que notre objectif est de parvenir d'ici 2030 à un avion à hydrogène, un avion hydrogène ne couvrira pas tous les besoins de l'aéronautique, ce sera probablement des avions avec une capacité d'emport limitée avec un rayon d'action limité. Mais pour les transports intra-européens, par exemple, c'est une des solutions de décarbonation les plus prometteuses.

Je veux vraiment remercier André-Hubert Roussel, Olivier Andriès, Antoine Bouvier pour le travail qu'ils ont fait depuis des mois pour convenir à cet accord. Parce que je considère que c'est un accord absolument essentiel. Cet accord, il doit permettre aux trois entreprises ArianeGroup, Safran et Airbus de s'appuyer sur votre expertise, sur vos moyens de recherche et de développement et de test pour développer la propulsion à hydrogène liquide dans les avions zéro carbone de demain.

Ces diversifications représentent environ 150 emplois supplémentaires sur le site à partir de 2020. Voilà ce à quoi nous sommes parvenus après, je le redis, un an de travail acharné, de négociations avec l'Allemagne et l'Italie et l'engagement de nos partenaires industriels que je tiens à redire.

Ce matin, nous voulons aller encore plus loin, plus loin sur l'aventure spatiale française, plus loin sur la manière dont nous concevons l'aventure spatiale au XXI<sup>ème</sup> siècle. Il est temps de tourner la page de l'aventure spatiale du XXI<sup>ème</sup> siècle. Il y a eu des magnifiques pages, il y a eu aussi des échecs. Je le redis, la façon dont nous sommes passés à côté du lanceur réutilisable est un échec que nous sommes en train de corriger, que nous corrigeons ce matin pour écrire maintenant l'histoire de l'aventure spatiale au XXI<sup>ème</sup> siècle, en s'appuyant sur des sites d'excellence comme celui de Berlin.

Première chose dans cette aventure spatiale du XXI<sup>ème</sup> siècle, la méthode est nouvelle. J'insiste là-dessus parce que je pense qu'il est vraiment temps de tourner la page d'une méthode trop institutionnelle, trop administrative pour tout dire, qui ne donnait pas les résultats attendus. Plus de monopole, mais de la concurrence, plus d'institutionnalisation de décision, mais de la compétitivité.

La politique spatiale française doit s'appuyer sur une concurrence et une coopération plus étroite entre les grands industriels, les PME et les startups. Vous savez que 50 % du plan France 2030, le plan d'investissement annoncé par le président de la République doit être réservé à ces acteurs émergents les PME, les startups, les petits acteurs.

Dans le spatial, ce sera deux tiers des investissements publics qui seront réservés aux petits acteurs et aux startups pour leur permettre de devenir demain des champions numériques industrielle et technologique. C'est le choix fait par tous nos grands partenaires et que nous n'avions jamais fait parce qu'en France, nous aimons bien les grands objets, nous aimons bien les grandes institutions. Elles sont parfaitement respectables, mais elles doivent être concurrencées par d'autres petits acteurs qui ont faim.



# MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

C'est bien de pouvoir se battre pour être les meilleurs. C'est bien de vouloir forcer les portes des technologies d'avenir. C'est bien de pouvoir livrer la concurrence à d'autres qui sont plus grands que vous. Ils n'ont rien à craindre, ni Safran, ni Thales, ni Airbus, ni ArianeGroup n'ont rien à craindre de cette concurrence et elles ont toutes à y gagner pour devenir meilleures et pour rester dans la course mondiale. On ne reste pas dans la course mondiale en restant les deux pieds dans le même sabot. Un peu de concurrence.

L'émergence de nouveaux champions, c'est le choix que nous faisons avec le président de la République. Cette nouvelle politique spatiale pour le XXI<sup>ème</sup> siècle, ce sont aussi quatre choix stratégiques.

Le premier, je ne reviens pas dessus, j'en ai parlé très longuement, c'est le choix du lanceur réutilisable.

Le projet d'ArianeGroup de mini-lanceurs réutilisables est plus que bienvenu. Il se fera aussi sur des micros-lanceurs qui vont être développés par les startups et les PME dont j'ai parlé, même quand le système sera le système hyperespace.

D'autres startups sont toutes les bienvenues pour entrer dans cette aventure de lanceurs réutilisables en France. Mini-lanceurs et micros-lanceurs sont non pas en concurrence, mais en complémentarité, comme les grands industriels doivent trouver le chemin de cette coopération avec les petits acteurs de l'espace.

Avec France 2030, nous lancerons d'ici la fin de l'année un appel à projets pour soutenir le développement de micro-lanceurs réutilisables. Nous apporterons des financements, du soutien technique et nous garantirons les premières commandes de ces micro-lanceurs.

Pour réussir dans cette aventure de réutilisables, nous allons moderniser le site de Kourou. Nous consacrerons 80 millions d'euros d'investissement au site spatial de Kourou pour sa modernisation et pour permettre le lancement de nombreux mini et micro-lanceurs.

Là aussi, vous avez une chance, un alignement des planètes si je puis dire en parlant de spatial, absolument unique puisque vous avez un ministre présent qui est ministre des Outre-mer—je souligne d'ailleurs le travail remarquable qui est fait par Sébastien dans ce domaine, comme dans d'autres — qui est à la fois sur le site de Vernon et à Kourou en Guyane pour garantir la modernisation de ce site. Voilà le deuxième pari stratégique que nous faisons le mini-lanceur et le micro-lanceur réutilisable.

Le troisième pari stratégique que nous faisons, c'est celui des constellations. Thierry Breton en a parlé longuement, nous soutenons les projets de Thierry Breton de constellation en orbite basse. France 2030 financera dès 2022 les projets innovants de startups et de grands groupes dans ce domaine. Beaucoup de startups travaillent déjà sur ces sujets de constellation. Je leur demande d'accélérer leurs projets.

Le quatrième pari que nous faisons, c'est celui des nouveaux usages du spatial. Nos entreprises doivent être à la pointe de ces nouveaux usages pour prendre de nouveaux marchés à l'international. Sur les services de ravitaillement et de déplacement de satellites en orbite, sur la surveillance de l'espace pour localiser les débris et les satellites, pour la valorisation des données qui sont collectées depuis l'espace, France 2030 soutiendra tous ces nouveaux usages de l'espace et toutes les entreprises qui travaillent dans ce domaine.



# MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Tout cela se fera évidemment, je le redis, dans une coopération européenne étroite que je vous ai déjà longuement présentée. Voilà les voies que nous voulons emprunter pour bâtir cet espace du XXI<sup>ème</sup> siècle. Vous voyez que c'est une vraie rupture par rapport à tout ce qui a été fait depuis dans l'approche, dans la méthode, dans l'ambition. C'est ce qui nous permettra de rester, nous Français, des acteurs majeurs de l'aventure spatiale mondiale au XXI<sup>ème</sup> siècle.

Plus largement, je voudrais terminer en vous disant à quel point je pense que cette industrie spatiale est un exemple du combat que nous menons depuis cinq ans avec le président de la République et la majorité pour la reconquête industrielle de la France.

L'exemple de l'espace montre de manière très claire que reconquérir notre industrie ce n'est pas vivre dans la nostalgie ou dans le passé. Ce n'est pas faire preuve de pessimisme matin, midi et soir. Ce n'est pas céder à la nostalgie. C'est s'appuyer sur nos acquis, reconnaître aussi nos erreurs pour aller de l'avant en répondant aux exigences industrielles et aux exigences de compétition mondiale pour que demain l'industrie française crée davantage d'emplois, ouvre de nouveaux sites, développe les sites d'excellence qui sont les siens et redevienne une des grandes puissances industrielles au monde.

Nous sommes une des grandes puissances économiques mondiales, mais nous avons laissé tomber notre industrie depuis plusieurs décennies. Nous le savons tous. Nous pouvons pleurer dessus, nous pouvons nous lamenter, nous pouvons essayer d'en tirer un bénéfice politique. Nous pouvons accabler les Français, nous pouvons accabler le passé, nous pouvons accabler les responsables politiques et les majorités successives. Ou nous pouvons prendre, comme nous le faisons avec Emmanuel Macron depuis quatre ans, le taureau par les cornes pour apporter de vraies solutions, prendre de vraies décisions courageuses, et pas uniquement se lamenter. C'est ce que nous avons fait et c'est ce qui commence à donner des résultats.

Si je suis venu ce matin à Vernon, c'est pour donner l'exemple d'un site industriel qui, depuis des décennies, fait la fierté française, qui était en proie à l'inquiétude en se disant « Mais qu'est-ce que nous allons devenir ? » pour vous dire qu'on peut réinventer l'industrie et être capable d'ouvrir un chemin industriel pour la France au XXI<sup>ème</sup> siècle.

La reconquête industrielle est une ardente obligation pour la France. Nous la menons, nous allons l'accélérer. Nous avons pris un certain nombre de décisions, nous sommes prêts à en prendre de nouvelles pour que la part de l'industrie dans la richesse nationale française, qui décroît depuis des années, se remette à augmenter dans les années qui viennent. Mais cela suppose, je le redis, des décisions courageuses et pas uniquement des incantations. Elles ne résolvent aucun des problèmes des Français. La politique, c'est le courage et la décision.

Pour garantir la reconquête industrielle de la France, la première décision, ce sont des décisions fiscales. Ce n'est pas les plus simples. Ce n'est pas des plus faciles à expliquer aux Français parce que quand nous donnons de l'argent ou de la marge de manœuvre financière aux entreprises, très souvent les Français disent « Et nous ? Pourquoi donnez-vous de l'argent à Airbus, à Safran, à Thalès, à ces grands groupes ? Pourquoi est-ce que vous leur permettez d'avoir plus de profits, plus de marges ? ». Tout simplement pour qu'ils puissent investir, innover et rester aux meilleurs standards mondiaux.

Je vois se multiplier depuis quelques semaines les propositions de baisse des impôts de production, de baisse des charges pour gagner cette compétition financière mondiale. Je dis juste une chose simple. Nous, nous ne l'avons pas dit, nous l'avons fait. Nous avons affronté les critiques pour baisser la fiscalité sur les entreprises.



# MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Nous avons été la première majorité à baisser les impôts de production de 10 milliards d'euros. Je suis très heureux que cela ait fait jurisprudence et je suis très heureux de voir que quasiment tous les candidats à l'élection présidentielle proposent maintenant de baisser les impôts de production. Nous, nous l'avons fait hier.

Je suis très content de voir qu'il y a maintenant une belle unanimité autour de la baisse des impôts de production. Je rappelle simplement que j'ai livré ce combat depuis quatre ans et que, à part le président de la République et la majorité, je n'avais pas beaucoup d'alliés pour soutenir cette idée de baisser les impôts de production pour les industriels. Alors mieux vaut tard que jamais, je me réjouis de voir que certains maintenant reviennent à de meilleurs sentiments et comprennent qu'il faut baisser les impôts de production en France. Mais je le redis, nous ne le disons pas, nous l'avons fait.

Je suis très heureux de voir que certains disent qu'il faut améliorer la compétitivité des entreprises. Mais quand nous sommes arrivés avec Emmanuel Macron en 2017 et que nous avons promis la baisse de l'impôt sur les sociétés pour que des entreprises comme ici à Vernon, comme les grandes entreprises industrielles spatiales ou les PME puissent être beaucoup plus compétitives. Tout le monde nous est tombé dessus. Cadeau aux entreprises, cadeau aux riches, cadeau aux grands groupes. Mais nous sommes bien contents aujourd'hui d'être redevenu une des nations les plus attractives de la planète pour les investissements. Nous sommes bien contents d'avoir des entreprises qui se portent bien, mais elles se portent bien parce que nous avons eu le courage avec le président de la République de baisser l'impôt sur les sociétés de 33,3 % à 25 % pour toutes les entreprises, sans jamais varié d'un millimètre de notre politique.

Nous avons été constants, nous avons été solides, nous n'avons cédé à aucune pression. Nous avons annoncé une trajectoire de baisse des impôts pour les entreprises en 2017, nous l'avons respectée au millimètre près. C'est cela qui crée la confiance. C'est ce qui permet aujourd'hui à l'industrie de se redresser.

Est-ce qu'il faut aller plus loin ? Je suis prêt à toutes les discussions sur le sujet. Je pense qu'il y a deux voies dans lesquelles nous pouvons nous engager, sur lesquelles un débat peut avoir lieu à l'occasion de cette élection présidentielle sur une baisse supplémentaire des impôts de production, cela peut être une première voie ou sur une baisse des charges qui pèsent sur les entreprises industrielles, cela peut être une deuxième voie. On sait très bien que dans les entreprises industrielles, il n'y a plus de charge au niveau du SMIC, elle décroît jusqu'à 1,6 très fortement, de 1,6 à 2,5 du SMIC, la baisse des charges est un tout petit peu plus faible et la pente un peu moins prononcée et qu'au-delà de 2,5 SMIC, il n'y a plus d'allègements de charges pour les entreprises industrielles.

Est-ce qu'il faut revoir cette pente ? Pourquoi pas. Est-ce qu'il faut baisser les charges au-delà de 2,5 SMIC ? Pourquoi pas. Discutons-en. Mais nous en discuterons d'autant mieux que nous aurons reconnu que la seule majorité depuis 30 ans qui a eu le courage d'affronter la compétitivité prix des entreprises industrielles en faisant à la fois la baisse des impôts et la baisse des charges, c'est celle du président de la République, et l'industrie française lui doit beaucoup.

Le deuxième pilier de cette politique industrielle c'est l'investissement. Il n'y a pas d'industrie sans innovation et il n'y a pas d'innovation sans investissement. Et qui a permis à la France de redevenir une terre d'investissement, si ce n'est nous ? Qui a réformé la fiscalité du capital ? Qui a mis en place la loi Pacte de financement aux entreprises ? Qui a mis en place les produits d'épargne retraite qui ont permis de collecter des milliards d'euros pour nos entreprises ? Qui a protégé les entreprises industrielles pendant la crise avec le « quoi qu'il en coûte » ?



# MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Je préfère que ce soit la caisse qui crame plutôt que nos entreprises industrielles, nos savoir-faire et nos compétences parce que si maintenant nous redémarrons aussi fort, si nous avons une croissance aussi puissante, si vous embauchez et si le vrai problème pour les industries aujourd'hui, ce sont des problèmes de recrutement et pas des problèmes de chômage, c'est parce que nous avons protégé les entreprises et que nous avons permis à nos entreprises industrielles d'investir massivement. France 2030, Politique d'investissement, voilà ce qui permettra à l'industrie de redresser la tête.

Le troisième pilier de cette politique industrielle, c'est l'investissement massif dans les compétences. Chacun sait bien aujourd'hui que trouver un chaudronnier, trouver un soudeur de talent, c'est devenu extraordinairement compliqué. Trouver des techniciens de maintenance, c'est difficile.

Nous avons investi dans les compétences et nous continuerons à le faire. Je sors à l'instant du domaine du spatial pour rappeler ce que j'ai présenté il y a quelques jours à l'industrie du nucléaire. Nous avons créé une université du nucléaire pour retrouver les compétences et savoir-faire que nous avons trop longtemps abandonnés et qui nous ont fragilisés dans un certain nombre de secteurs industriels.

Enfin, le dernier pilier de cette politique, la fiscalité, l'investissement, les compétences, c'est la coopération européenne. Tous ceux qui prétendent que l'industrie française peut se relever seule et peut se renforcer au XXI<sup>ème</sup> siècle sans coopération européenne mentent aux Français. Tout simplement parce que les investissements qui sont en jeu sur l'intelligence artificielle, sur l'hydrogène, sur le spatial sont tellement considérables qu'il faut rassembler nos forces, essayer de tirer le meilleur profit des compétences de chaque nation pour nous permettre de rivaliser avec la Chine et de rivaliser avec les États-Unis.

L'aventure spatiale en est une excellente illustration. Mais ce que nous faisons sur les batteries électriques, sur l'hydrogène, sur le cloud sont les seules solutions en rassemblant les investissements européens pour nous permettre de continuer à jouer dans la cour des grands.

Je terminerai par-là, pardon d'avoir été un peu long dans mon propos, mais je tenais à bien expliquer notre politique et les choix que nous avons faits avec Sébastien Lecornu, avec le Premier ministre, avec le président de la République, parce que ce sont des choix stratégiques pour l'avenir.

Pour reprendre les mots que je viens de prononcer, l'enjeu pour la France, il est là : est-ce que nous voulons continuer à jouer dans la cour des grands ? Notre réponse est oui et trois fois oui. Mais on ne joue pas dans la cour des grands en se comportant petitement. Il faut voir, il faut penser grand. Il faut investir grand. Il faut être capable d'assumer les choix politiques et les choix économiques qui sont parfois difficiles.

Dans la cour des grands, demain, il y aura la Chine, c'est garanti, il y aura l'Europe, c'est garanti aussi grâce aux décisions que nous venons de prendre. Alors, en matière d'aventures spatiales avec Ariane 6, avec les lanceurs réutilisables, avec les nouveaux usages de l'espace, avec l'hydrogène, grâce à Vernon, grâce à ses salariés, à ses ingénieurs, à ses ouvriers, j'en ai la conviction intime, l'Europe et la France continueront, en matière d'industrie spatiale, à jouer aux côtés des États-Unis et de la Chine, dans la cour des grands, c'est la seule place qui revienne à la France.

Merci à tous.